Fin de la fin de l’histoire

mardi 25 septembre 2018, par Denis COLLIN

L’évolution de la situation internationale est tout à fait préoccupante. Certains commentateurs disent que la situation n’a jamais été aussi dangereuse. Je n’en suis pas sûr : au moment de l’affaire des fusées de Cuba, la situation était très dangereuse ! Mais il est clair que nous sommes bien entrés dans une nouvelle phase où les tensions s’accumulent et où se dissipent les illusions du « nouvel ordre mondial ». On souvient qu’après le grand chambardement de 1989-1991, l’essayiste Francis Fukuyama avait annoncé la fin de l’histoire, avec le triomphe de la démocratie et de l’économie de marché. Sous des formes diverses cette thèse a fait florès. La mondialisation remisait au musée des antiquités ou dans les poubelles de l’histoire les États-nations et la gouvernance supranationale rendait obsolète les gouvernements et la vieille politique. Le « doux commerce » une fois de plus devait faire cesser les guerres et le triomphe du désir individuel supprimait les horribles passions nationales.

Hélas ! Ce n’étaient qu’illusions. On le savait d’ailleurs. Mais les processus sont en train de se cristalliser et Trump en est l’emblème. Non seulement il est élu sur un programme clair, « America first », mais en plus, ô horreur, il applique son programme – cette simple idée que l’élu puisse appliquer le programme pour lequel les électeurs l’ont porté au pouvoir est, aujourd’hui, tenud pour la pire des abominations « populistes » par le chœur des « démocrates » et autres « progressistes » autoproclamés. Le caractère plutôt fantasque du personnage fait croire qu’il est la cause de cette instabilité et des risques de crise du système. Ce n’est qu’un aspect mineur du problème. Trump ne gouverne pas souverainement : ce sont les différents clans de l’État et de ce qu’on a pris l’habitude de nommer « l’État profond » qui s’affrontent et imposent ou non leur orientation. Contre la ligne d’Obama cherchant un accord avec l’Iran pour mieux avoir les mains libres ailleurs (Obama était largement aussi belliciste, si ce n’est plus que Trump), l’actuel président cherche la confrontation avec l’Iran et s’appuie sur l’axe Israël/ Arabie Saoudite et cette position n’est pas propre à Trump mais elle est celle d’une partie du Pentagone et de la CIA. La rupture de l’accord sur le nucléaire et la rigueur des sanctions acculent Rohani et ouvre la voie aux ultra du régime des mollahs. La guerre n’est pas certaine mais quinze ans après l’Irak, on ne peut exclure une nouvelle aventure guerrière des USA, une aventure dont les conséquences seront infiniment plus graves que la guerre de 2003.

Il y a un autre aspect : c’est la guerre commerciale contre l’Europe. La rupture avec l’Iran permet aux USA d’appliquer une loi extraterritoriale et leur donne le droit de sanctionner les sociétés européennes qui commerceraient encore avec Téhéran. Tous les gouvernements européens se sont inclinés et ont sacrifiés leurs compagnies sur l’autel de l’alliance américaine. On ne peut pouvait plus nettement montrer le mépris des USA pour leurs alliés et le caractère impérialiste de leur politique. Il y a quelques semaines, Trump recevait Juncker et le rassurait : pas de protectionnisme vis-à-vis de l’Europe ! Mais les paroles s’envolent. Juncker à peine dégrisé, Trump imposait des taxes très fortes sur un certain nombre de produits européens, dont les automobiles (un missile envoyé sur Angela Merkel).

Troisième aspect : derrière toutes les gesticulations américaines, il y a un ennemi : la Chine, première puissance économique pour le PIB exprimé en parité des pouvoirs d’achat et premier créancier des USA. Trump a d’ailleurs imposé aussi de nombreuses taxes sur les produits chinois et, de toute façon, n’a rien à faire des remontrances que pourrait lui adresser l’OMC puisqu’il a même menacé de quitter cette institution que les USA ont longtemps animée, tant qu’il y ont trouvé leur intérêt.

De tout cela il découle que, comme toujours dans leur brève histoire, les USA ne tiennent jamais leur parole. Les traités ne sont pour eux que des chiffons de papier qui n’engagent que ceux qui y croient, mais n’engagent jamais les USA. La force, rien que la force. Les « valeurs démocratiques » dont se gargarisent les intellectuels européens, les USA s’en moquent comme d’une guigne. Les « droits de l’homme », c’est pour amuser les gogos. Il s’ensuit que la puissance américaine est aujourd’hui le danger principal dans le

monde entier, et pas l'Allemagne comme le pensent un certain nombre de politiciens français qui se croient toujours en 1870. La meilleure nouvelle que l'avenir puisse nous apporter serait la liquidation de l'empire américain, empire d'autant plus dangereux qu'il a pour principal allié aujourd'hui l'islam sunnite, soit directement (Arabie Saoudite, Égypte, Émirats) soit indirectement via les groupes terroristes plus ou moins manipulés (Al Qaida, Daesh).

Face aux USA, la Russie refuse sa marginalisation. Sous Boris Elstine, les USA et leurs alliés avaient entrepris la mise à sac de la Russie qui devait être transformée en puissance de troisième ordre, réserve de matières premières. Poutine a réussi à redonner à la Russie une partie de son lustre passé. À destination des anciens amis de l'URSS reconvertis en amis de Poutine, signalons qu'il n'y a pas une once de « socialisme » dans la Russie de Poutine, la réforme des retraites qui voit les travailleurs russes se dresser contre Poutine en témoigne. Sous la férule de Poutine s'est développé un certain genre de capitalisme autoritaire, soumis en partie aux ordres du pouvoir d'État, un capitalisme de rente où l'enrichissement est permis et même encouragé pourvu qu'il entre dans les vues du gouvernement. Mais ce n'est pas pour autant une tyrannie et encore moins un régime totalitaire. La Russie n'a pas de volonté impériale à l'échelle mondiale (elle n'en a pas les moyens) mais cherche à consolider ses frontières, son unité nationale et ses bases militaires. On ne comprend rien à la position russe sur la Syrie si on oublie que l'intégrisme islamiste est aux portes de la Russie et que Bachar semble un moindre mal par rapport aux diverses variétés de « fous de Dieu » qui servent de supplétifs aux intérêts des USA.

Devenue un géant économique, la Chine cherche tout naturellement à devenir un géant politique. Sa force de frappe économique lui permet de s'implanter en Afrique, en Asie centrale, mais aussi en Europe. La Chine n'a aucun intérêt à la guerre. Le commerce pacifique lui a bien réussi et devrait lui réussir encore. Il est cependant probable que la situation en Corée inquiète Pékin. La guerre commerciale qui se livre entre Pékin et Washington oblige les dirigeants à sortir de la dépendance à l'égard des USA, à nouer des alliances locales, à construire leur propre monde, ce qui ne peut qu'aggraver les inquiétudes et les velléités de riposte du côté américain. La réconciliation des deux Corées sous la houlette de Trump pourrait contribuer à isoler l'Empire du milieu et c'est peut-être cela qui explique les revirements de Trump à propos de « Rocket Man ». D'autres nations cherchent à s'affirmer comme la Turquie, concurrent direct de l'Arabie Saoudite – il ne faut oublier le vieil antagonisme entre Turcs et Arabes. Pour le Brésil (voir l'article d'Otavio Rocha sur la Sociale), toutes sortes de manœuvres de Washington visent à casser net les velléités d'indépendance – c'est le sens du véritable complot contre Lula – et à maintenir la bourgeoisie brésilienne à sa place de bourgeoisie « comprador ».

Cette situation n'est pas un « retour en arrière », comme pourraient le penser les progressistes iréniques, mais, au contraire, elle est le produit de la « mondialisation » qui, en stimulant le développement du capitalisme a stimulé le développement de nouveaux capitalistes nationaux, de nouvelles puissances à prétention régionale ou mondiale. Loin d'annihiler les nations au profit du commerce, la nouvelle phase du capitalisme leur a redonné une certaine vigueur et a aiguisé les antagonismes. Le terme « nouvel ordre mondial », ressassé dans les années 1990 et 2000 semble avoir pratiquement disparu des discours politiques et des éditoriaux des journaux.

Dans ce retour des nations, il y a un autre facteur essentiel. La « mondialisation » en tant qu'expression du mode de production capitaliste à notre époque met en péril les nations, c'est-à-dire les cadres fondamentaux de la vie sociale et politique des peuples. Cela produit une réaction en retour. Les peuples n'ont généralement aucune envie de mourir. Les mouvements de population sont dès lors perçus comme des menaces, particulièrement pour les nations dont la natalité est très déclinante (pays d'Europe centrale et orientale, Italie) ou pour ceux dont les mœurs et la liberté reposaient une grande homogénéité (cas des pays scandinaves). C'est ce qui explique en partie la montée de partis qu'on appelle populistes comme en Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Italie, Danemark ou Suède, pour ne pas parler de l'Allemagne et de la France. La montée des tensions internes dans chacun de ces pays peut faire redouter des développements moins pacifiques qu'aujourd'hui.

Ainsi, le « nouvel ordre mondial » promis voici bientôt trente ans est un chaos dans lequel seuls les États-nations peuvent garantir la sécurité et la vie des citoyens. Le nomadisme cher à Antonio Negri, c'est la

situation dans laquelle le capitalisme précipite une partie de l'humanité et contre cette perspective que montent les réactions qui ne sont pas toutes très sympathiques mais toutes parfaitement compréhensibles. Loin de la « mondialisation heureuse » et des contes pour les enfants qu'ont racontés les Delors, Minc, Attali et leurs amis sociaux-démocrates et « centristes de progrès », l'histoire reste tragique et l'ordre mondial n'est rien d'autre que le rapport des forces, toujours changeant. Avec, toujours possible, l'issue de la guerre, surtout si une nouvelle et grave crise financière explose à court terme.

Costanzo Preve pensait que la quatrième guerre mondiale avait commencé avec la chute du mur de Berlin (la troisième étant la guerre froide). Il n'avait peut-être pas tort. Si la formule est un peu hyperbolique elle a le mérite d'attirer l'attention sur la réalité profonde. Face à cette situation, la question de la lutte pour la paix redevient centrale. Il est nécessaire d'en définir les conditions. Le premier principe de droit international, celui qui est affirmé au traité de Westphalie qui mit fin à la « guerre de trente ans » (1618-1648) est celui de la souveraineté des États et de la non-intervention dans leurs affaires intérieures. L'interventionnisme « humanitaire » a toujours eu pour résultat d'aggraver les malheurs des peuples qu'on prétendait sauver. Les échecs répétés (Afghanistan, Irak, Syrie) de ces interventions devraient servir de leçon. Mais si aucune leçon n'est tirée, c'est parce que le souci humanitaire n'est qu'un vague prétexte. Pour notre pays, il est plus que temps de se défaire des liens de subordination vis-à-vis des USA, notamment des liens de subordination via l'Union Européenne dont la défense est l'Alliance Atlantique. Quand les USA organisent des véritables kidnappings pour obtenir la vente au rabais d'une entreprise (comme ce fut le cas pour Alstom), il est invraisemblable que le gouvernement français laisse faire et ne prenne aucune mesure de rétorsion contre les intérêts américains. Les Chinois se passent très bien des GAFA, pourquoi pas nous ? Il est également nécessaire de refuser de nous laisser embarquer dans des aventures stupides comme les sanctions contre la Russie, sanctions qui n'ont sanctionné finalement que notre économie. Mais là encore, il faudrait pouvoir dire que Juncker ne parle que pour lui-même (et éventuellement pour le Grand-Duché du Luxembourg) mais absolument pas pour nous. Ce qui supposerait que nous ayons d'autres dirigeants que les couards qui nous gouvernent depuis un bon moment.